

# La sécurité de tous est sacrifiée sur l'autel des Droits de l'Homme par l'UE et nos dirigeants

écrit par Maxime | 7 janvier 2017



Le texte sur le [droit des détenus d'avoir des seringues](#) dans leurs cellules est scandaleux, d'autant plus que l'actualité rappelle sans cesse les risques extrêmes pesant sur la sécurité des gardiens de prison en général :

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/alpes/gardien-agresse-lame-rasoir-prison-saint-quentin-fallavier-isere-195323.html>

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/alpes/savoie/prison-ait-on-savoie-bloquee-gardiens-1153451.html>

<http://www.midilibre.fr/2016/12/29/surveillant-de-prison-narbo-nnais-ne-pas-etre-un-punching-ball,1446547.php>

[http://www.normandie-actu.fr/gardien-prison-agresse-coups-chaise-eure-normandie-syndicats-tirent-sonnette-alarme\\_247008/](http://www.normandie-actu.fr/gardien-prison-agresse-coups-chaise-eure-normandie-syndicats-tirent-sonnette-alarme_247008/)

<http://www.courrier-picard.fr/region/en-fin-de-peine-il-bouscule-le-gardien-de-la-prison-de-liancourt-ia186b0n897116>

<http://www.estrepublicain.fr/edition-de-besancon/2016/12/08/besancon-en-greve-les-gardiens-bloquent-la-prison>

Le sacrifice de la sécurité pour tous et notamment pour les gardiens de prison sur l'autel de droits de l'homme invoqués à

mauvais escient, puisque la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres, aura nécessairement des conséquences sur le recrutement de ce personnel.

Il ne s'agit pas d'un métier facile et les candidats sont difficiles à sélectionner : <http://www.7sur7.be/7s7/fr/1502/Belgique/article/detail/3048258/2017/01/06/Le-recrutement-de-nouveaux-gardiens-de-prison-difficile.dhtml>

Le risque est de faire fuir davantage encore les candidats sérieux et de permettre l'infiltration de la profession par des éléments dangereux et introduisant notamment des objets interdits dans les établissements pénitentiaires :

[http://www.lavenir.net/cnt/dmf20170106\\_00941102](http://www.lavenir.net/cnt/dmf20170106_00941102)

<http://www.lindependant.fr/2017/01/05/perpignan-le-surveillant-faisait-entrer-des-portables-dans-la-prison,2284746.php>

La prolifération des « droits à » tout et n'importe quoi est due à la dénaturation de l'idéologie des droits de l'homme, authentique héritage de 1789, par leur réécriture européenne au sein du Conseil de l'Europe et l'Union européenne.

Les gardiens le disent eux-mêmes à propos de la CEDH notamment :

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/languedoc-roussillon/manifestation-gardiens-prison-villeneuve-maguelone-206815.html>

« *Le problème, c'est que la cour européenne veut nous interdire la fouille au corps et sans nous mettre de moyens pour suppléer* », a ajouté M. Asencio, déplorant aussi que les détenus « *se sentent protégés par la politique pénale de la ministre de la Justice et Garde des Sceaux Christiane Taubira* ».

Il convient de revenir à une lecture plus stricte de notre héritage en la matière. **Les révolutionnaires équilibraient la reconnaissance de droits inaliénables et sacrés de l'homme par l'impératif de sécurité publique.** Actuellement, on a tendance à effacer ce dernier aspect dans les arbitrages réalisés au niveau législatif et donc remettre en cause cet équilibre pourtant bien conçu. Ce n'est pourtant pas une demande émanant

du peuple... lequel, insuffisamment informé ou ne voulant rien voir, vote toujours pour les mêmes pourtant.

Cette situation est aussi liée au fait que les ministres et parlementaires cherchent à faire adopter de nouveaux textes qui portent leur nom, ne serait-ce que pour donner l'impression qu'ils sont utiles, alors que nous n'avons pas besoin d'un parlement siégeant annuellement, ni de pléthore de fonctionnaires payés pour imaginer de nouveaux décrets et de nouvelles lois même quand ce n'est pas nécessaire. Nous n'avons pas non plus besoin d'autant de portefeuilles ministériels.

L'UE et le Conseil de l'Europe, qui comprend la Turquie notamment, ont aussi besoin de justifier leur existence, quitte à débattre et faire adopter des textes sur la question de savoir si les tomates sont des fruits ou des légumes.

De nombreux choix politiques réalisés depuis les années 1970 sont à remettre en cause : **la CEDH fut d'ailleurs ratifiée en 1974 à la même époque que le développement de la politique Eurabia, comme par hasard...**

Il existe donc à mon avis des causes institutionnelles à ces dérives.

**Derrière l'écran de fumée d'une activité législative et jurisprudentielle intense, il s'agit bien de réaliser le grand remplacement !**

Autant d'argent public qui pourrait être économisé et utiliser autrement, à l'heure où il fait 10°C dans certaines salles de classe !

<http://www.lci.fr/societe/vague-de-froid-quand-la-meteo-fait-monter-la-temperature-dans-les-etablisements-scolaires-2020498.html>